

Lettre de Donald Trump à Nancy Pelosi : ma "destitution" est un abus de pouvoir sans précédent...

écrit par Georges Clement | 26 décembre 2019



Voici la lettre en français du président des Etats-Unis à Nancy Pelosi pour faire foi dans l'histoire

La Maison Blanche
Washington

17 décembre 2019

A L'honorable Nancy Pelosi
Speaker de la Chambre des Représentants

Chère madame le Speaker,

J'écris pour exprimer ma plus forte et puissante

protestation contre la croisade partisane de la « Destitution » qui se tient et se poursuit à la Chambre des Représentants. **Cette enquête en vue de ma « Destitution » se présente comme un abus de pouvoir sans précédent et anticonstitutionnel de la part des législateurs démocrates.**

Les articles de « Destitution » rédigés par le Comité pour les affaires judiciaires de la Chambre ne sont acceptables selon aucun standard juridique, constitutionnel, interprétatif ou jurisprudentiel. Ils n'incluent aucun crime, aucun méfait ni aucune infraction de quelque sorte. Vous avez banalisé l'importance de cet horrible mot : « Destitution ».

En mettant en route le processus de votre « Destitution » invalide, vous avez violé votre serment d'entrée en fonction, vous avez brisé votre allégeance à la Constitution, et vous avez déclaré une guerre ouverte à la démocratie américaine. Vous osez invoquer les « pères fondateurs » en entreprenant cette tentative d'annulation d'une élection – déjà votre action malveillante met à jour votre défi débridé au fondement de l'Amérique et votre conduite scandaleuse menace de détruire ce que nos fondateurs firent le serment sur leurs vies de bâtir.

Pire qu'offenser les pères fondateurs, vous offensez les Américains pieux par vos perpétuelles déclarations selon lesquelles « Vous priez pour le président », quand vous savez que celles-ci sont fausses, à moins d'être entendu dans un sens négatif. C'est une chose terrible que vous avez entreprise, mais vous devrez vivre avec, pas moi.

Votre premier article accusatoire, « Abus de pouvoir », est complètement mensonger, sans mérite et une invention sans

fondement due à votre imagination.. Vous savez que j'ai eu une conversation absolument normale avec le président de l'Ukraine. J'ai eu un second entretien qui a été mal cité, déformé et frauduleusement médiatisé. Heureusement, il y en avait une transcription qui fut immédiatement rendue publique et vous le savez grâce à cette publication qui atteste que le paragraphe mis en cause était parfaitement adéquat. J'ai dit au président Zelensky « Je voudrais que vous nous fassiez une faveur, bien, parce que votre pays a bien connu cela et que l'Ukraine en sait beaucoup à ce sujet ». J'ai dit « faites NOUS une faveur, pas MOI, et NOTRE pays, pas mon équipe de campagne. J'ai alors mentionné le ministre de la justice des Etats-Unis. Chaque fois que je parle avec un dirigeant étranger, je mets les intérêts des Etats-Unis en avant, exactement ce que j'ai fait avec le président Zelensky.

Vous avez transformé un désaccord politique entre deux branches du gouvernement en une offense « destituable » – ce n'est pas plus légitime que si la branche exécutive accusait des membres du Congrès de crimes pour avoir exercé légalement leur pouvoir législatif.

Vous savez parfaitement que le Vice-Président Biden a utilisé son poste et d'un milliard de dollars d'une aide américaine pour obliger l'Ukraine à limoger le procureur qui creusait dans les comptes de la compagnie qui payait son fils en millions de dollars. Vous le savez parce que Biden s'en est vanté dans une vidéo. Biden a déclaré ouvertement « Je leur ai dit « **je vous le dis, vous n'aurez pas ce milliard de dollars** » Je les ai regardés et leur ai dit « **Je pars dans 6 heures, si le procureur n'est pas viré, vous n'aurez pas cet argent** » Bon...fils de pute, il a été viré ! ». Même Joe Biden a admis, il y a à peine quelques jours dans une interview avec N.P.R. que « ça la fichait mal ». Maintenant, vous essayez de me « destituer » en m'accusant faussement

d'avoir fait ce que Biden a avoué avoir réellement fait.

Le président Zelensky a déclaré à de multiples reprises que je n'avais rien fait de mal et qu'il n'y avait eu aucune pression. Plus tard il a insisté en disant que cela avait été « une bonne conversation téléphonique », que « **je n'ai senti aucune pression** » et expliqua « **Personne ne m'a bousculé** ». Leur ministre des affaires étrangères déclara très clairement « **Je n'ai jamais vu de lien direct entre notre enquête et l'assistance militaire** ». Le sénateur Ron Johnson du Wisconsin, un soutien de l'Ukraine, qui rencontra en visite privée le président Zelensky, a relaté « **A aucun moment pendant notre rencontre...il n'y eut quelque mention que ce fût par Zelensky ou d'autres Ukrainiens présents qu'ils avaient ressenti l'obligation d'avoir à faire quoique ce fut en contre partie de l'aide militaire** ». De nombreuses réunions se sont déroulées entre les représentants de l'Ukraine et de notre pays. Pas une fois l'Ukraine ne s'est plainte d'une pression qui aurait été exercée sur elle, pas une fois ! L'ambassadeur Sondland a témoigné que je lui ai dit : « **Pas de quid pro quo. Je ne veux rien. Je veux que le président Zelensky fasse ce qu'il doit faire, faire ce qu'il a engagé.** »

Le second article accusatoire, la soi-disant « Obstruction au Congrès », est absurde et dangereux. Les démocrates de la Chambre des Représentants sont en train d'essayer de « destituer » un président des Etats-Unis dûment élu pour s'appuyer sur un privilège constitutionnellement fondé, qui a été réaffirmé sur une base bipartisane par les administrations des deux partis politiques tout au long de l'histoire de notre nation. Selon ce critère, tous les présidents auraient pu être destitués plusieurs fois pendant cette période. Comme le professeur Jonathan Turley, un libéral, vous en a averti quand il s'adressait aux parlementaires démocrates (lors de son témoignage) : « **Je ne**

peux assez souligner ceci...si vous destituez un président, si vous fabriquez un « grand crime » ou un « méfait » d'aller porter sa cause devant des juges, c'est un abus de pouvoir. Vous ferez précisément ce que vous reprochez au président. »

Tout le monde, y compris vous, sait ce qui est en train de se passer. Votre candidat a perdu les élections 2016, avec un raz-de-marée au collège électoral (306 à 227) et vous et votre parti ne vous êtes jamais remis de cette défaite. Vous avez développé une véritable obsession que nombreux sont ceux, dans les médias qui la baptisent « Trump dérangement syndrome », et si gravement que vous n'avez jamais réussi à la surmonter. Vous refusez et n'êtes pas capable d'accepter le verdict des urnes issu de la grande élection de 2016. Aussi vous avez perdu trois années de suite à tenter de renverser la volonté du peuple américain et à annuler son vote. Vous regardez la démocratie comme votre ennemie.

Speaker Pelosi, vous avez admis, la semaine dernière, lors d'un forum public, que l'effort de votre parti en « destitution » du président avait commencé, et s'est poursuivi depuis 2 ans et demi, bien avant que vous n'ayez entendu parler d'un appel téléphonique avec l'Ukraine. 19 minutes après que j'eus prononcé mon serment de prise de fonction, le Washington Post publiait une histoire intitulée « la campagne pour destituer le président Trump a commencé ». Moins de 3 mois après mon installation à la Maison-Blanche, le représentant Maxine Waters déclarait : « ***Je vais combattre chaque jour jusqu'à ce qu'il soit destitué*** ». Les démocrates de la Chambre des Représentants introduisirent la première résolution contre moi dans les mois qui suivirent ma prise de fonction, pour ce qui sera regardé comme l'une des meilleures décisions pour notre pays : le renvoi de James Comey (Voir le rapport de l'Inspecteur général) que le monde connaît maintenant comme

ayant été le policier le plus corrompu que notre pays ait jamais eu. La tempétueuse et délirante parlementaire Rashida Tlaib, déclara quelques heures après qu'elle eut prêté serment : « **Nous allons destituer cet enc... de sa mère (Mother F...r) .** Le représentant Al Green a dit en mai : « **je suis inquiet, si nous ne destituons pas ce président, il sera réélu !** » De nouveau, vous et vos alliés avaient dit et fait tout cela longtemps avant d'avoir entendu parler du président Zelensky et de quoique ce fut en rapport avec l'Ukraine. Comme vous le savez très bien, cette intention de me « destituer » n'a aucun lien avec l'Ukraine ou avec l'entretien absolument approprié que j'ai eu avec son nouveau président. Il n'a seulement quelque chose en commun qu'avec votre tentative de défaire l'élection de 2016 et de voler celle de 2020.

Le député Adam Schiff tricha et mentit depuis le début jusqu'à ces jours-ci, allant même jusqu'à concocter une parodie à partir de rien de ma conversation avec le président Zelensky d'Ukraine, et à lire ce texte de fantaisie à la tribune du Congrès comme s'il rapportait mes propres paroles. Ses honteux mensonges et tromperies, qui ont débuté dès l'origine du « canular russe », sont les principales raisons de ce qui arrive aujourd'hui.

Vous et votre parti êtes désespérés de distraire l'Amérique de l'état extraordinaire de son économie, de l'incroyable création d'emplois, de l'envolée de la confiance, du niveau élevé de la bourse et de l'enrichissement des citoyens. Votre parti ne peut simplement pas lutter contre ces chiffres : 7 millions de nouveaux emplois, le plus bas niveau de chômage des Afro-Américains, des Hispano-Américains et des Asiatico-Américains, une administration des anciens combattants réformée et laissant le choix aux bénéficiaires et tenue pour comptable de ses erreurs vis à vis de nos valeureux soldats ; plus de 170 nouveaux juges

fédéraux et deux juges à la Cour Suprême confirmés ; une diminution historique de la fiscalité et des réglementations ; la suppression de l'obligation d'adhérer au système d'assurance-maladie fédéral ; le début depuis un demi siècle e la baisse des prix des médicaments ; la première nouvelle branche de nos forces armées depuis 1947, la force spatiale ; une forte protection du second amendement, le réforme de la justice pénale, la défaite de l'ISIS et du Califat et l'exécution du numéro 1 des chefs terroristes, Al Bagdhadi ; le remplacement du désastreux traité de la NAFTA par le magnifique nouvel accord USMCA (Mexico-Canada) ; une percée avec la signature de la première phase du traité commercial avec la Chine ; des accords commerciaux massifs avec le Japon et la Corée du Sud ; le retrait du calamiteux accord nucléaire avec l'Iran ; l'annulation de notre participation au déloyal et coûteux accord de Paris sur le climat (Cop 21) ; avoir fait des Etats-Unis le premier producteur mondial d'énergie ; la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et de la souveraineté de cet état sur les hauteurs du Golan ; une colossale réduction des entrées illégales sur notre territoire ; la fin du système « Catch and release » (Pris et relâché) et la construction du mur frontalier sud – qui a juste débuté et il y a autant à venir. Vous ne pouvez pas défendre vos politiques extrémistes – frontières ouvertes, immigration de masse, criminalité élevée, taxes confiscatoires, sécurité sociale étatisée, destruction du secteur américain de l'énergie, avortement tardif payé par les contribuables, suppression du 2nd Amendement, théorie de l'extrême gauche radicale pour le système judiciaire et l'ordre, et obstruction permanente au bon sens et au bien commun.

Je ne demanderais pas mieux que cesser d'appeler votre parti « Do Nothing Démocrates » (Démocrates ne faisant rien). Malheureusement, je ne crois pas que vous me donnerez jamais

une chance de réaliser ce vœu.

Après trois ans d'enquêtes déloyales et sans fondement, 45 millions de dollars dépensés, avec 18 procureurs en colère, la force totale du FBI et dirigé par une équipe qui s'avère à présent incompétente et totalement corrompue, vous n'avez rien trouvé. Peu de gens dans cette haute position auraient pu supporter ou traverser cette épreuve. Vous ne savez pas, et vous n'en avez cure, les grands dommages et les blessures que vous avez infligés aux membres bien-aimés de ma famille. Vous avez mené une fausse enquête sur un président élu démocratiquement et vous être en train de le refaire.

Il y a peu de personnes qui auraient pu subir la punition que vous m'avez infligée pendant tout ce temps, et qui, malgré cela, auraient tant pu faire pour l'Amérique et ses citoyens. Mais au lieu d'avoir fait passer notre pays en premier, vous avez décidé de l'abîmer encore plus. Vous avez complètement échoué avec le rapport Mueller parce qu'il n'y avait rien à trouver et vous avez donc décidé de vous servir du premier canular qui passait, le coup de téléphone avec l'Ukraine – et même si ce fut un appel sans faille. Et de cette façon, quand je parle aux pays étrangers, il y a beaucoup de monde, avec autorisations, qui écoutent des deux cotés de la conversation.

Vous êtes ceux qui interférèrent dans les élections américaines. Ceux qui subvertissent la démocratie américaine. Vous êtes ceux qui font réellement obstruction à la justice. Vous êtes ceux qui apportent douleurs et souffrance à notre république, en égoïstes, pour votre propre bénéfice, qu'il soit personnel, politique ou partisan.

Avant cette comédie de la « destitution », il y eut la chasse aux sorcières « russe ». Contre toute évidence, sans

regard pour la vérité, vous et vos députés avez clamé que mon équipe de campagne avait fait collusion avec les Russes – un très grave, méchant et calomnieux mensonge, une falsification à nulle autre pareille. Vous avez plongé la nation dans le tumulte et les tourments avec une histoire fabriquée, achetée illégalement à un espion étranger par Hillary Clinton et le D.N.C. dans le but d'agresser notre démocratie. Déjà, quand ce monstrueux mensonge fut débusqué et cette conspiration démocrate tombée en poussière, vous ne vous êtes pas excusée ! Vous ne vous êtes pas rétractée. Vous n'avez pas demandé à être pardonnée. Vous n'avez montré aucun remord, ni capacité à l'examen de conscience. Au lieu de cela, vous avez entamé votre nouvelle croisade, diffamante et vicieuse – vous avez tenté de salir et de piéger une personne innocente. Tout ceci fut motivé par calcul personnel et politique. Vous comme président de la Chambre et votre parti êtes tenus en otage par les représentants le plus dérangés et extrémistes de l'extrême-gauche. Chacun de vos membres vit dans la crainte de se voir opposer, lors de primaires, un adversaire socialiste – et c'est ceci qui conduit cette « destitution ». Regardez le concurrent du parlementaire Nadler. Voyez, pour vous-même et les autres ce qu'il en est. Ne détruisez pas notre pays avec votre parti.

Si vous vous souciez vraiment de la liberté, et de la souveraineté de notre nation, alors vous auriez utilisé vos pouvoirs d'enquête pour mettre en lumière la pleine vérité à propos des horribles abus de pouvoir du F.B.I, avant, pendant et après l'élection de 2016 – et en y incluant l'utilisation d'espions au sein de mon équipe de campagne, la soumission de fausses preuves à la cour de la FISA, et la dissimulation d'autres preuves disculpatoires pour piéger un innocent.

Il y a des gens brillants et respectables au FBI, mais la direction était inepte est corrompue. J'aurais cru que vous

auriez été personnellement alarmée par ces révélations, parce que, lors de votre conférence de presse, le jour de l'annonce de l'enquête en « destitution », vous avez directement lié la mise en œuvre de cette procédure au canular russe, complètement discrédité aujourd'hui, déclarant deux fois que « **Toutes les routes mènent àPoutine** » quand vous savez qu'il s'agit d'un mensonge abject. J'ai été bien plus dur pour la Russie que le président Obama ne le fut jamais.

N'importe quel membre du Congrès qui vote pour la « destitution » – contre tous les éléments de vérité, faits et principes légaux – montre combien il méprise les électeurs et combien il déteste, en vérité, l'ordre constitutionnel d'Amérique. Nos fondateurs craignaient une tribalisation due aux politiques partisans et vous donnez vie à leurs pires frayeurs.

Pire encore, j'ai été privé d'un procès impartial et constitutionnel depuis le début de cette « destitution » caricaturale et ce jusqu'à ce jour. On m'a refusé les droits les plus fondamentaux accordés par la constitution, y compris le droit de présenter des preuves, d'avoir mon propre conseil présents, de réfuter mes accusateurs, et d'appeler et d'examiner contradictoirement des témoins, tel que le soi-disant « Wistleblower » qui lança toute cette farce avec un faux rapport sur un entretien téléphonique sans relation avec le véritable appel. Une fois que j'eus présenté la transcription de cette conversation, ce qui surprit et choqua les fraudeurs (ils n'avaient jamais pensé qu'une telle preuve serait montrée), le soi-disant « Wistleblower », ainsi que le second qui s'était révélé, disparurent car ils étaient démasqués, que leur rapport n'était qu'une falsification, et qu'ils ne vous étaient plus utiles. En d'autres termes, une fois l'appel téléphonique rendu public, votre complot était pulvérisé, mais cela ne vous a pas arrêté.

Un bien plus honnête procès a été accordé aux sorcières de Salem.

Vous, et d'autres dans vos comités, avez longuement affirmé que la « destitution » devait être bipartisane – ce n'est pas le cas. Vous avez dit quelle divisait fortement le pays – Cela est en effet vrai, et même au delà de ce que vous aviez pensé que cette division serait – et cela va devenir encore pire.

Ceci n'est rien d'autre qu'une tentative de coup d'état illégal et partisan qui échouera méchamment, selon un récent ressenti, dans les isoloirs. Vous n'en n'avez pas seulement après moi, en tant que président, vous visez le parti républicain en entier. Mais en raison de votre colossale injustice, notre parti se trouve plus uni qu'il ne le fut jamais. L'Histoire vous jugera sans ménagement parce que vous poursuivez malgré tout ce simulacre de « destitution ». Votre héritage sera celui d'avoir transformé la Chambre des représentants, d'un corps législatif respecté en une cour de justice médiévale constituée exprès en vue d'une persécution partisane.

Mais peut-être que le plus insultant réside dans votre mise en scène solennelle. Vous avez, semble-t-il, si peu de respect pour le peuple américain que vous espérez le faire croire en votre approche compassée de cette procédure : très sombre, réservée et pleine de regrets. Aucune personne intelligente ne croit à ce que vous dites. Depuis l'instant où j'ai remporté l'élection, le parti démocrate fut possédé par la fièvre de la « destitution ». Il n'y a de votre part aucune retenue. Ceci n'est pas pour vous une affaire dramatique, et vous avez de la peine à dissimuler votre haine pour moi, pour le parti républicain et pour les dizaines de millions d'Américains patriotes. Les électeurs sont sages, et voient clair dans votre jeu vain et

dangereux.

Je ne doute pas que le peuple américain vous tiendra, vous et les démocrates, entièrement responsables lors des prochaines élections de 2020. Ils n'oublieront pas de si tôt votre justice pervertie et votre abus de pouvoir.

Il y a tant à faire pour améliorer les vies de nos concitoyens. Il est temps pour vous et vos très partisans Démocrates du Congrès de cesser cette « destitution » de fantaisie et de vous remettre au travail pour le peuple américain. Bien que je n'aie aucun espoir que vous ferez cela, je vous écris cette lettre dans un but historique et pour que mes pensées soient enregistrées de façon permanente et indélébile.

Bien à vous

Donald J. Trump

Président des

Etats-Unis d'Amérique